

Déserts médicaux en Meuse : un programme numérique pour pallier le manque de médecins

Depuis 2018, le Département a mis en place un programme basé sur le numérique. Une soixantaine d'expérimentations sont en cours sur un territoire où la situation ne cesse, malgré tout, de se détériorer.



Juin 2025. L'UFC-Que Choisir publie un rapport qui pointe la Meuse du doigt. Le territoire lorrain fait partie des dix départements les moins bien dotés de France en médecins généralistes. « En dix ans, l'offre médicale s'est fortement détériorée, et de manière encore plus marquée que la moyenne nationale. Malgré les alertes répétées, les politiques publiques échouent à enrayer la désertification médicale [...]. En Meuse, cette densité chute de 20,41 à 17,70 médecins (pour 10 000 habitants) sur la même période », peut-on lire dans le communiqué de l'UFC Que Choisir. Ça ne s'arrête pas là : « En quinze ans, la Meuse a perdu 22 % de ses médecins. Dans le département, une centaine de villages sont déjà considérés comme des déserts médicaux. Mais ce manque concerne aussi les spécialités, surtout les pédiatres ou les psychiatres. »

« Grâce aux solutions numériques, plutôt que de gérer une urgence, on gère une intervention programmée. »

Le constat n'est pas nouveau, la riposte multiple. Au point de vue national, le ministère de la Santé a présenté peu de temps après la publication de ce rapport inquiétant sa cartographie des territoires qui pourront, à compter du mois de septembre, bénéficier de la présence deux jours par mois de médecins généralistes volontaires en provenance de zones mieux dotées. Deux zones ont été identifiées en Meuse, une tout au nord, l'autre tout au sud du département. Il s'agit des communautés de communes du Pays de Stenay et du Val Dunois (41 communes, 9430 habitants et une densité de 22 habitants/km²) et de celle des Portes de Meuse à Gondrecourt-le-Château (51 communes, 16 003 habitants et une densité de 21,2 habitants/km²).

« On apprend beaucoup »

Le territoire meusien n'a pas attendu l'aide de l'État pour réagir. Le dispositif e-Meuse santé a été lancé en 2018 par l'ancien président du Département, Claude Léonard, médecin, pour faire face aux difficultés que rencontrait son territoire. Dans cette bataille, il a très vite trouvé des alliés naturels : la Meurthe-et-Moselle et la Haute-Marne. « L'ambition d'e-Meuse santé est de tester de nouvelles pratiques dans l'intérêt de tous : usagers, professionnels de santé, entreprises, collectivités... Elle défend un modèle de proximité, travaillé en concertation avec les acteurs de terrain, au plus près des besoins et organisations locales de chaque territoire », explique Jean-Charles Dron, directeur opérationnel du programme. « En fonction des difficultés exprimées par les professionnels de santé, nous allons chercher des solutions sur le marché du numérique », poursuit-il.

Les expérimentations déployées par e-Meuse santé s'articulent autour de quatre axes : accès aux soins, prise en charge des maladies chroniques, maintien à domicile, prévention. Actuellement une soixantaine d'expérimentations sont engagées en Meuse. L'une d'entre elles concerne la télésurveillance des maladies chroniques : un petit bracelet glissé au poignet des patients permet de maintenir un lien avec l'hôpital et d'anticiper une décompensation éventuelle, et le cas échéant de programmer une téléconsultation ou une hospitalisation. « Plutôt que de gérer une urgence, on gère une intervention programmée », explique Jean-Charles Dron. « On apprend beaucoup. Le numérique nous donne des clés pour la prévention. »

Le budget s'élève à 24 millions d'euros pour dix ans. Neuf partenaires y participent dont l'État, les trois Départements et la Région Grand Est.